

RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4195 - MERCREDI 23 FÉVRIER 2022

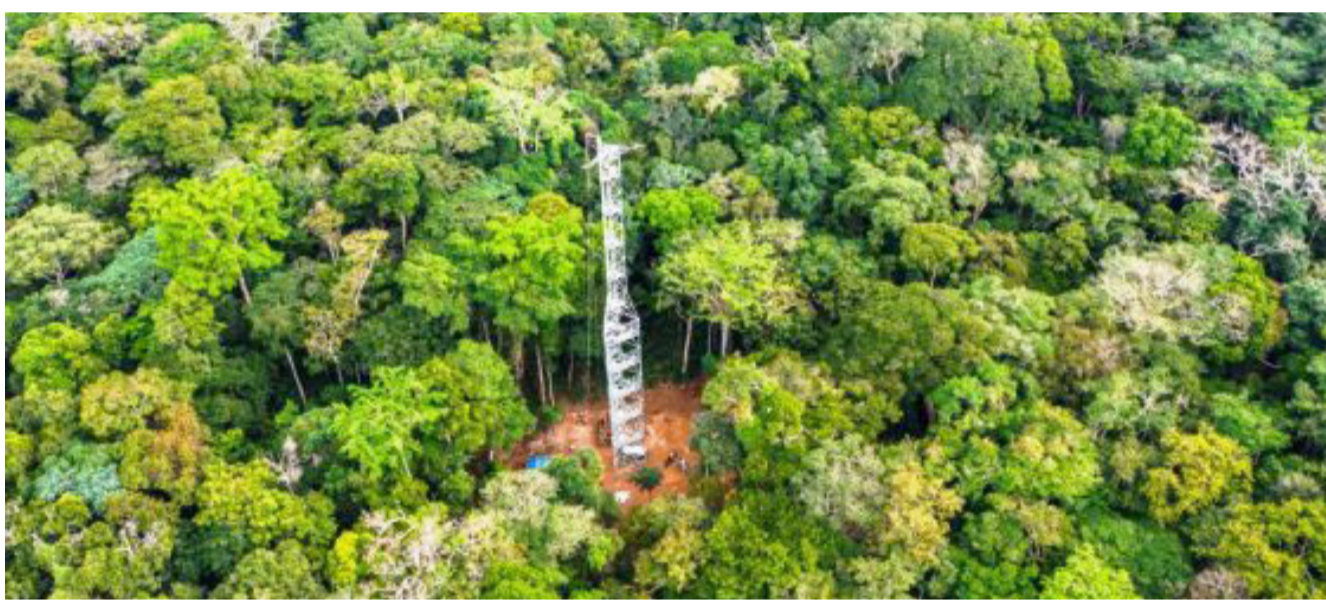
UE – UA

La RDC insiste sur sa transition écologique

Porteur d'un message du président Félix Tshisekedi au sommet Union européenne (UE) – Union africaine (UA) tenu du 17 au 18 février en Belgique, le Premier ministre, Sama Lukonde, a fait le point sur les efforts de la République démocratique du Congo (RDC), notamment dans le domaine environnemental pour maintenir la température mondiale à 1,5 degré.

Quant aux projets à mettre en œuvre, Sama Lukonde estime indispensable qu'un accent particulier soit porté sur la transition écologique, l'entrepreneuriat des jeunes et l'efficacité du système de santé, sans oublier l'autonomisation de systèmes économiques de la RDC au regard de son potentiel interne.

Page 3



La forêt a un impact sur le changement climatique.

PROJET FATSHI CITY

Une réunion entre la commission interministérielle et les partenaires belges



Le ministre Guy Loando et les membres de la Commission interministérielle.

La réunion, tenue le 21 février sous le pilotage du ministre d'État chargé de l'Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo, réactive le protocole entre le gouvernement congolais et le consortium belge Kinko datant de 2016.

Invités par le ministre d'État chargé de l'Aménagement du territoire, les partenaires belges ont expliqué à la commission interministérielle les grandes lignes du projet Fatshi City, concernant la construction d'un nouveau camp militaire sur le site du camp Kokolo en plus de la création d'une nouvelle ville.

Page 2

LÉOPARDS FOOTBALL

La marque Puma pour succéder à O'Neills ?

Page 4

HYDROCARBURES

Deuxième table ronde tripartite sur l'exploitation pétrolière



Quelques participants la Table ronde

La ville côtière de Muanda, dans la province du Kongo central, abrite depuis le 21 février les ateliers de la deuxième table ronde tripartite gouvernement, communautés locales et sociétés pétrolières sur l'exploitation pétrolière dans ce territoire, prévue du 24 au 26 février.

Initiées par le ministre des Hydrocarbures, Didier Budimbu, ces assises ont pour but de trouver un modus vivendi entre la population locale et les opérateurs œuvrant dans le secteur pétrolier dans la cité balnéaire.

Page 3

PROJET FATSHI CITY

Première réunion entre la commission interministérielle et les partenaires belges

La réunion s'est tenue le 21 février à l'immeuble du gouvernement sous le pilotage du ministre d'État chargé de l'Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo.

La rencontre a connu la participation, entre autres, du ministre d'État chargé des Infrastructures et Travaux publics, Alexis Gisaro; du Portefeuille Adèle Kayinda; du vice-ministre du Budget, Elysée Boku; les représentants du ministre de la Défense et de la Maison militaire du chef de l'État. L'entreprise Kinko qui va exécuter le projet l'a présenté aux participants pour une compréhension commune avant sa matérialisation.

Au terme de la séance de travail, l'honorable José Lunguana qui a parlé au nom des partenaires belges, a indiqué: « Nous avons été invité par le ministre d'État chargé de l'Aménagement du territoire pour expliquer les grandes lignes du projet Fatshi City, qui concerne la construction d'un nouveau camp militaire pour donner un cadre de vie



Le ministre Guy Loando et les membres de la commission interministérielle

acceptable à nos vailants militaires. Nous allons le développer sur le site du camp Koko, une nouvelle ville de Kinshasa qui s'appellera Fatshi City". José Lunguana s'est dit satisfait de la réaction des ministres impli-

qués dans la matérialisation de ce projet. " Les ministres ont félicité Kinko pour l'engagement et le courage dont il a fait montre depuis dix ans et ont donné une position qui a été confortable pour ce partenaire», a-t-il dit. Notons que le proto-

cole entre le gouvernement congolais et le consortium belge Kinko date de 2016. Ce protocole vient d'être réactivé avec la relance des discussions entre les deux parties et vise la délocalisation de certains camps militaires afin d'amé-

liorer les conditions de vie des éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo, de créer de l'emploi à des milliers de Congolais et de moderniser la ville de Kinshasa, pour ne citer que cela.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eilon
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba

(cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Duryl Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Adhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

UE – UA

La RDC insiste sur sa transition écologique

Porteur d'un message du président Félix Tshisekedi au sommet Union européenne (UE) – Union africaine (UA), le Premier ministre, Sama Lukonde, a fait le point sur les efforts de la République démocratique du Congo (RDC), notamment dans le domaine environnemental pour maintenir la température mondiale à 1,5 degré. A ce titre, son gouvernement espère plus d'investissements dans l'entrepreneuriat des jeunes, la formation professionnelle et le système de santé.

Rentré le 20 février à Kinshasa après avoir pris part au sixième sommet UE – UA les 17 et 18 février derniers en Belgique, le patron du gouvernement, Sama Lukonde, est revenu sur la participation de son pays à cette rencontre. Au cours des travaux, a-t-il dit, le gouvernement congolais a appelé à une évaluation des résolutions au niveau européen et africain dans les six à douze prochains mois. En effet, il est important à ce stade, a affirmé Sama Lukonde, d'arriver à évaluer l'impact réel sur la population. Pour la RDC, les décisions de ce sommet doivent être orientées principalement vers la femme, la jeunesse et la jeune fille. Il faudrait par la suite en évaluer l'impact. « Nous verrons à la fin de la première revue, au mois de septembre prochain, les projets retenus ».



Quant aux projets à mettre en œuvre dans le pays, Sama Lukonde a estimé indispensable de mettre un accent particulier sur la transition écologique, l'entrepreneuriat des jeunes et l'efficacité du système de santé. Par ailleurs, il a jugé indispensable d'encourager l'autonomisation de systèmes économiques des pays en

regardant vers le potentiel interne.

Pour le Premier ministre, le sixième sommet UE – UA qui a connu dix-huit mois de préparation est un véritable succès. Une question demeure cependant par rapport à la capacité de la RDC de capter effectivement les 150 milliards des partenaires européens. Il était important

pour l'Afrique d'avoir des garanties que cet argent ne sera pas une fois encore politisé. Pour ne privilégier que les intérêts des deux partenaires, il a été décidé la création d'un site précis pour permettre à tout le monde de s'informer sur l'éligibilité des projets. L'on apprend, par exemple, que les projets seront orientés par rapport

à l'absorption de différentes économies. Sur ce point, la RDC a reçu les encouragements pour sa résilience malgré ses difficultés. Par conséquent, le pays devrait tirer profit de la cagnotte disponible pour présenter des projets bancables et cibler des secteurs réellement prioritaires pour lui, comme la paix, la sécurité, la santé et l'enseignement. Pour l'heure, la primature n'avance aucun chiffre possible car, seule la capacité d'absorption pourra le déterminer. Il faut juste bien gérer les projets. « Hier on a connu des chantiers inachevés. Mais cette fois-ci, on va aller vers des projets qui sont totalement financés et avec l'accompagnement des structures bien organisées telles que le BCCo pour s'assurer de la bonne affectation des dépenses », a-t-il précisé.

Laurent Essolomwa

HYDROCARBURES

Deuxième table ronde tripartite sur l'exploitation pétrolière

La ville côtière de Muanda, dans la province du Kongo central, abrite depuis le 21 février les ateliers de la deuxième table ronde tripartite gouvernement, communautés locales et sociétés pétrolières sur l'exploitation pétrolière dans ce territoire.

La cérémonie d'ouverture des ateliers qui se tiennent en prélude de la table ronde proprement dite, prévue du 24 au 26 février, a été patronnée par le gouverneur du Kongo central, Justin Luemba, qui a fait un état des lieux du secteur pétrolier de la ville de Muanda.

Le gouverneur s'est réjoui de ce qu'il en découlera "qui n'est autre que la recherche des solutions au regard des conflits récurrents qui rongent la cohabitation pacifique". Épinglant l'absence d'une base réelle de collaboration ayant engendré des conflits d'intérêt, l'exécutif provincial a évoqué le problème lié à la

pollution qui contribue à la dégradation de l'environnement. Il n'a pas manqué de relever la

Hydrocarbures dans le Comité de concertation de Muanda, débouchant sur la question de la

promotion des investissements qui doivent être pris en compte au cours de ces ateliers.

ministre des Hydrocarbures a évoqué l'importance de cette rencontre bénéfique pour la communauté locale, et bien au-delà pour le pays tout entier. Il a, par ailleurs, invité les différentes parties prenantes à faire table rase de toutes les divergences pour œuvrer dans toute fraternité et dans la convivialité pour le plus grand bien de tous. Initiées par le ministre des Hydrocarbures, Didier Budimbu, ces assises ont pour but de trouver un modus vivendi entre la population locale et les opérateurs œuvrant dans le secteur pétrolier dans la cité balnéaire.



Des participants à la table ronde/DR

non-représentation du ministère provincial des

sécurisation des installations pétrolières et la

Pour sa part, le directeur de cabinet du

Blandine Lusimana

LÉOPARDS FOOTBALL

La marque Puma pour succéder à O'Neills ?

Les derniers rounds qualificatifs pour le mondial Fifa 2022 prévu au Qatar en décembre prochain arrivent à grand pas. Concernés, les Léopards vont croiser, le 26 mars prochain à Kinshasa, les Lions de l'Atlas du Maroc, avant le match retour le 29 mars en terre chérifienne. Un éventuel succès des Léopards marquera leur retour dans le gotha du football mondial, 48 ans après la première participation en 1974, la première pour un pays subsaharien. Pour cette septième confrontation officielle entre les deux pays, se demande-t-on, quelle marque arboreront les Léopards habillés par l'Irlandais O'Neills depuis 2015 ?

L'Allemand Rudolf Dassler (frère aîné d'Adolf Dassler, fondateur de la marque Adidas) est en passe d'entrer dans la danse pour entretenir l'armure des fauves de la République démocratique du Congo (RDC). D'après Leopardsfoot.com, « Puma » est en bonne posture pour convoler en justes noces avec les Léopards comme en 1985 (avec des joueurs tels Eugène Kabongo, Santos Muitubile, Kongolo Kalombo Aimedo, Nkanu, Kalau, Kingambo, etc.) lors des derniers matchs des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 1986, et ce fut à l'époque contre la même sélection marocaine avec des joueurs comme Timoumi, Bouderbala, Badou Zaki, Merry Mustapha, El Hadaoui Mustapha, Dolmy Abdelmadjid, etc.

« Le contact entre la marque du félin bondissant et les Léopards de la RDC semblerait être conduit par le ministère des Sports selon certaines sources. Et, un haut cadre de l'effectif actuel semblerait mordre sur l'hameçon et encouragerait ce contact avec l'équipementier de l'Olympique de Marseille, Stade Rennais, Manchester City, Borussia Dortmund, la Nati de la Suisse et la Squadra d'Azzura de l'Italie champion d'Europe, sans compter plusieurs sélections africaines dont le dernier champion en titre de la CAN, les Lions de la Teranga du Sénégal », indique Franklin Mahuku, journaliste et analyste sportif à Kinshasa, dans une

tribune de presse. Et il ajoute que la RDC, avec sa sélection suivie par une population estimée à près de cent millions d'âmes, constituerait un marché gigantesque pour la multinationale dirigée par Björn Gulden qui, selon les indiscretions, aurait déjà conçu des tenues pour les prochaines sorties des Léopards, en attendant la finalisation et l'officialisation du dossier.

La Fécofa botte en touche...

Mais du côté de la Fédération congolaise de football association (Fécofa), l'on botte en touche à ce sujet. Selon le chargé des médias de l'organe faïtier du football congolais, le contrat avec O'Neills court encore, aussi ne peut-on pas parler d'autres marques, et cela n'est du reste pas du ressort du ministre des Sports de prendre contact avec un équipementier pour le football congolais. Seul le comité exécutif de la Fécofa dispose des prérogatives d'engager la fédération pour un partenariat technique. Mais, note-t-on, l'actuel comité exécutif est en fin de mandat et quasiment mis sous tutelle de la Confédération africaine de football et la Fifa pour mauvaise gestion financière avérée des subsides envoyés par ces instances du football continental et mondial. L'organe congolais du football fonctionnait avec des textes su-



Le logo de la marque sportive Puma

rannés, taillés sur mesure en déphasage de la donne actuelle et surtout non conformes aux statuts types des associations nationales édictés par la commission juridique de la Fifa.

Le comité ad intérim actuel de la Fécofa expédie donc les affaires courantes en attendant l'organisation des élections et ne peut donc pas engager le pays par la signature d'un quelconque contrat. Est-ce au ministre des Sports de prendre ce relais et contracter avec Adidas, par exemple ? « Il y a un régime d'exception dans le football qui permettrait au ministre de prendre une telle initiative puisque la nature a horreur du vide, selon les observateurs avertis. Et d'ailleurs, ce fameux contrat avec la marque irlandaise,

personne n'en connaît les tenants et les aboutissants, à part les bonzes de la fédération ; ni le ministère des Sports, ni la Primature, personne, alors personne, n'a vu ces accords. Si cela existe, ça doit être écrit avec de l'encre noire sur un papier noir », soutient Franklin Mahuku dans sa tribune.

Or, souligne-t-il, la Fécofa fonctionne sur les bases légales léguées par l'Etat, notamment le ministère des Sports et Loisirs qui, par délégation de pouvoir, permet à la Fédération de représenter le football congolais dans le concert des nations en cette matière... Tout contact pris par la Fécofa doit être connu par l'Etat qui est le vrai patron de l'équipe nationale. Wait and see.

Martin Enyimo

LINAFOOT/LIGUE 1

Don Bosco bat Dauphin noir

Le CS Don Bosco de Lubumbashi s'est largement imposé, le 21 février au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo, face à l'AS Dauphin noir de Goma, par quatre buts à zéro, en match de la 15^e journée de la 27^e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

L'attaquant malien Fily Traoré a marqué les deux premiers buts des Salésiens à la 14^e mn et à la 44^e. Les joueurs du coach Eric Tshibasu ont corsé l'addition à la 64^e mn par le biais de Magloire Nongo, et le quatrième but a été marqué par Junior Lombangi à la 83^e mn sur une balle arrêtée.

C'est la deuxième victoire de suite pour les Salésiens après le succès d'un but à zéro au match précédent face à l'US Tshinkunku, le 18 février sur la même aire de jeu du stade TP Mazembe, une réalisation de Dieudo Banza à la 90+2^e mn. A la suite de ce succès



Don Bosco dans le top 5 du championnat de la Linafoot

sur Dauphin noir, Don Bosco se retrouve dans le top 5 du championnat avec désormais vingt-sept points en quinze matches joués. Vainqueur de l'AS Simba de Kolwezi au match précédent (match en retard de la 5^e journée) par un but à zéro inscrit à la 63^e mn par Simon Kankonde, l'AS Dauphin noir marque le pas avec cette lourde défaite. L'équipe coachée par John Birindwa occupe la 9^e position avec vingt-deux points.

M.E.

PARTENARIAT

La pensée magique de l'UE sur l'Afrique

Secouée par les vents contraires de la pandémie de covid-19, des manifestants, des échecs passés et des divisions actuelles, l'Union européenne (UE) a abordé le 6e sommet avec le continent africain en ayant un message simple : « Faites-nous confiance ». Un slogan qui résume l'état actuel des relations entre les deux partenaires.

L'UE et l'Union africaine (UA) ont choisi deux jours (17 et 18 février), et la ville de Bruxelles (Belgique), pour « réinventer » leurs relations, résumées dans une déclaration de six pages autour des sujets allant de la formation militaire et des droits de tirage spéciaux (DTS) aux vaccins, à la migration, etc. Plusieurs fois reporté en raison de la pandémie, le 6e sommet de Bruxelles devait avoir lieu en octobre 2020, suite au lancement de la stratégie Afrique de la Commission européenne. En décembre 2019, la Commission s'était rendue à Addis-Abeba (Ethiopie) pour échanger avec le Premier ministre, Abiy Ahmed, lauréat du prix Nobel de la paix, où elle allait déclarer que l'Europe ne voulait pas présenter un grand plan pour l'Afrique, mais l'écouter. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, accusait l'Europe de thésauriser les vaccins covid-19. En été 2020, l'UE conclut un accord historique pour emprunter 750 milliards d'euros afin de soutenir son économie, propose 10,5 milliards d'euros de garanties budgétaires pour les banques de développement et une réduction de cinq milliards d'euros d'aide humanitaire pour

garder les États frugaux.

A Bruxelles, les 17 et 18 février, l'Europe a tenté de raviver sa relation avec l'Afrique, cette fois avec un grand plan baptisé « Global Gateway ». Dans le cadre de ce plan, elle souhaite donner la priorité aux projets verts et numériques, déclarant qu'elle ne soutiendrait les investissements gaziers en Afrique que si aucune autre option n'était disponible. Mais pour l'Afrique, par la voix du président en exercice de l'UA, Macky Sall, cette approche oublie les combustibles fossiles dont les économies africaines ont besoin pour croître. La Déclaration finale du sommet a finalement reconnu que « la transition énergétique de l'Afrique est vitale pour son industrialisation et pour combler le déficit énergétique ». Avant de poursuivre : « Nous soutiendrons l'Afrique dans sa transition pour favoriser des voies justes et durables vers la neutralité climatique. Nous reconnaissons l'importance d'utiliser les ressources naturelles disponibles dans le cadre de ce processus de transition énergétique ».

Sur les vaccins, Cyril Ramaphosa a appelé l'Europe à mettre fin

à son opposition à une dérogation sur les droits de propriété intellectuelle à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), insistant sur « la vie de millions de personnes, plutôt que la rentabilité de quelques entreprises ».

La Déclaration du sommet s'est engagée « de manière constructive en faveur d'un accord sur une réponse globale de l'OMC à la pandémie, qui inclut les aspects liés à la propriété intellectuelle ». Lors de la conférence de presse de clôture, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est engagée à parvenir à une solution sur la propriété intellectuelle liée aux vaccins d'ici le printemps.

« Ingénierie magique »

Avant le sommet, Ursula von der Leyen s'était rendue à Dakar, au Sénégal, où elle avait annoncé que la moitié des 300 milliards d'euros du Global Gateway serait allouée à l'Afrique. Lors du sommet, un haut responsable de l'UE a déclaré aux journalistes que les 150 milliards d'euros étaient le produit d'une « ingénierie magique ». Ce chiffre correspond

à une projection fondée sur une combinaison de subventions, de prêts et de garanties budgétaires conçues pour stimuler davantage d'investissements privés et tirées en grande partie du budget 2021-2027 existant de l'UE. Après cette annonce, le chef du département de développement de la Commission, Koen Doens, écrit aux membres du personnel dans un email : « Nous n'avons pas produit de calcul spécifique [...] Nous n'entrons pas dans le débat sur la répartition entre subventions, garanties, secteur privé, etc ». Interrogé sur la façon dont le bloc européen pourrait vanter la « transparence » du Global Gateway vis-à-vis des offres de donateurs rivaux tels que la Chine, puis ne pas détailler comment il serait financé, le président français, Emmanuel Macron, a cité un mécanisme de surveillance conçu pour suivre la manière dont l'UE réalise des projets dans le cadre du plan.

Lors du sommet des dirigeants UA/UE à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en 2017, l'UE s'était engagée à fournir 44 milliards d'euros d'investissements en Afrique, pour créer des emplois à la faveur des jeunes d'ici à 2020. Le der-

nier rapport sur le fonds destiné à tenir cet engagement promet désormais plus de 50 milliards d'euros d'investissements, mais ne précise pas le montant qui a été levé à ce jour. « Nous n'avons pas livré cet agenda », a concédé Emmanuel Macron, tout en promettant d'assurer une transparence totale sur la mise en œuvre du plan d'Abidjan, « parce que c'est le meilleur moyen d'être crédible ». Le plan européen « Global Gateway » est un programme d'investissement pour le développement de 300 milliards d'euros, présenté comme une alternative à l'initiative chinoise « la Ceinture et la Route ». Au cœur du sommet se trouvaient des questions politiques clés qui façonneront l'avenir de la coopération au développement de l'Europe avec l'Afrique. L'UE veut donner la priorité aux projets verts et numériques, et parvenir à un accord sur la manière dont les combustibles fossiles s'intègrent dans ce tableau. Malgré quelques problèmes d'insécurité, l'Afrique connaît un mouvement de croissance, l'afro optimisme a pris le pas sur l'indifférence ou sur l'afro pessimisme.

Noël Ndong

DIRECT

PROPOS
DIRECT
GYLDAS MAYELA

CHAQUE DIMANCHE
21H00

A SUIVRE SUR
CANAL+
CHAINE 334

INFOLINE : +242 06 600 92 99

TENSIONS BAMAKO-PARIS

La France saisit le Conseil de sécurité

Après l'annonce du retrait de ses troupes du Mali, la France vient de solliciter une réunion du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour faire part de sa décision. La rencontre a lieu à huis clos.

A la demande de la France, le Conseil de sécurité de l'ONU va tenir une réunion informelle à huis clos sur le Mali, en vue d'expliquer à ses membres les raisons du retrait de l'opération française Barkhane et européenne Takuba, a-t-on appris. Sera également abordé, l'impact des décisions françaises sur la mission des Nations unies au Mali (Minusma). Cette session se tient sous la présidence tournante de la Russie. Le président français, Emmanuel Macron, a annoncé, la semaine dernière, le retrait sur « quatre à six mois » du Mali de la force française Barkhane et de la task force européenne Takuba, alors que la Minusma bénéficie de son soutien aérien et médical. Pour certains diplomates, le retrait des soldats français pourrait conduire des contingents européens participant à la Minusma, comme

l'allemand ou le britannique, à engager aussi leur départ. L'avenir de la Minusma, dont le mandat annuel est à renouveler en juin, pourrait être ainsi compromis par les derniers développements au Mali qui a décidé de diversifier son partenariat en matière de défense. Au-delà de la Russie, on parle de la Turquie et de l'Iran...

L'impact du retrait français sur la Minusma

Le retrait français ne doit « pas saper la Minusma », a souligné un diplomate. Il pense que la Minusma « restera présente » au Mali, tout en soulignant qu'elle devra « s'adapter » au retrait des forces françaises. Pour le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, il est « clair » que le retrait français « modifiera le paysage sécuritaire » au Mali et il précise qu'il était en cours d'examen à l'ONU.

Mais il s'est montré rassurant. « Nous continuerons à travailler avec les autorités pour essayer de remettre une transition sur les rails selon un calendrier acceptable, et pour consolider les accords de paix », a-t-il assuré. Le 21 février, l'assemblée tenant lieu d'organe législatif depuis le coup d'État militaire a entériné une période de transition avant des élections et un retour des civils à la tête du Mali qui pourrait durer cinq ans, un délai rejeté pour le moment par l'ONU et une partie de la communauté internationale. Créée en 2013 après le déclenchement des insurrections indépendantiste et djihadiste l'année précédente, la Minusma comptait fin décembre 14 163 Casques bleus, pour un budget annuel de plus d'un milliard de dollars.

Amélioration de la situation sécuritaire et de droits de l'homme

La situation sécuritaire et de droits de l'homme s'est quelque peu améliorée au Mali, a déclaré un expert des droits de l'homme de l'ONU, Alioune Tine, mais il a prévenu que cela ne devait pas occulter les défis à venir. « Pour la première fois depuis le début de mes visites en 2018, j'ai noté une amélioration tangible de la situation sécuritaire, de la situation des personnes déplacées internes, de la situation des droits de l'homme ainsi que des dynamiques de paix endogènes, notamment dans le centre du Mali », a déclaré Alioune Tine, au terme d'une visite officielle de dix jours. Pour preuve, la récente diminution du nombre de personnes déplacées et de conflits intercommunau-

taires, due à la pacification progressive de certaines localités dans les régions du centre et du nord du pays. Sur le plan de la sécurité, les groupes extrémistes violents, notamment la Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin, l'État islamique dans le Grand Sahara et d'autres groupes similaires, ainsi que les groupes armés communautaires dits d'autodéfense, continuent d'attaquer, de tuer et d'enlever des civils, a-t-il déploré. Concluant : « Tous comptes faits, la communauté internationale et africaine doit reconnaître la nécessité de repenser les réponses sécuritaires au Sahel et j'appelle également au développement de stratégies de sécurité plus intégrées, axées sur la protection de la population civile et de ses droits humains fondamentaux ».

Noël Ndong

DROITS HUMAINS

L'OCDH suggère à l'Etat la révision du code pénal congolais

Le directeur exécutif de l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH), Franck Chardin Aubin Tchibinda, a demandé, le 21 février à Brazzaville, aux pouvoirs publics de réviser le code pénal, afin de prendre en compte la notion de torture.

L'information a été donnée lors de la présentation de la note de position qui dénonce la récurrence et la recrudescence des violences policières, depuis les quinze derniers mois. Dans cette note de position rendue publique, l'OCDH recommande au gouvernement de développer des formations intensives des policiers et militaires sur les droits humains et sur les relations entre la force publique et la population dans un régime démocratique.

L'organisation suggère aussi à l'Etat d'initier les visites des prisons et maisons d'arrêt en partenariat avec les ONG des droits humains. De même, l'OCDH conseille au gouvernement « la prise des mesures pénales plus lourdes, sauf la peine de mort, ainsi que des mesures disciplinaires plus sévères, donc efficacement dissuasives pour l'avenir, montrant qu'il est plus qu'ur-



Franck Chardin Aubin Tchibinda (au centre) lors du point de presse Adiac

gent d'adopter le nouveau Code pénal devant inclure le crime de torture ».

Eu égard au respect des droits humains, l'OCDH souhaite que soient évaluées périodiquement les activités des agents de la force publique. Elle appelle la communauté internationale à

appuyer le Congo par des programmes intensifs de formation en droits humains. Dans sa note de position, cette organisation de la société civile mentionne plus de quatre-vingts cas de violations des droits humains. Parmi les cas qui ont défrayé la chronique, l'OCDH cite,

par exemple, la mort de six personnes au commandement territorial de la police (ex-Commissariat central) et autres.

S'agissant des cas de torture survenus au viaduc de Kintélé, l'OCDH indique que « quatre policiers et un civil ont été reconnus cou-

pables et condamnés à dix ans de travaux forcés alors que les réquisitions du ministère public en demandaient vingt ans. Et l'Etat civilement responsable pour payer les dommages et intérêts. Deux accusés ont été simplement acquittés ».

La note de position de l'OCDH dénonce aussi les qualifications d'infractions par les tribunaux qu'elle considère minorées et tendant à banaliser les violences sur les citoyens. « Les enquêtes dans les autres cas ne sont pas souvent diligentées et certains dossiers déposés par l'OCDH auprès du parquet sont restés sans suite », a indiqué Franck Chardin Aubin Tchibinda. Enfin, l'organisation de la société civile se dit aussi préoccupée par la surpopulation carcérale et des sanctions qui ne sont pas trop dissuasives.

Fortuné Ibara

DIPLOMATIE

L'ambassade du Brésil à Brazzaville officialise sa nouvelle résidence

L'ambassadeur de la République fédérative du Brésil auprès de la République du Congo, Renato Soares Menezes, a procédé le 22 février à la pose de la plaque et à la levée du drapeau officialisant l'occupation de sa nouvelle résidence installée au sixième niveau de l'immeuble Acacia.



Renato Soares Menezes et le personnel de l'ambassade devant la plaque/Adiac

Désormais, le drapeau brésilien flottera à côté de celui de l'ambassade de l'Afrique du Sud, qui occupe également l'immeuble situé à proximité de la Banque sino-congolaise pour l'Afrique. Quant à l'ambassade de la République fédérative du Brésil, elle se trouve dans l'une des tours jumelles de Brazzaville. Au Brésil, la République du Congo dispose de deux représentations : une ambassade à Brasilia et un consulat à Fortaleza. Au Congo, l'ambassade du Brésil est l'une des soixante-six représentations étrangères, et l'une des cinquante représentations étrangères à Brazzaville. Lors de la présentation de ses lettres de créance au chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso, en février 2021, le diplomate brésilien, Renato S. Menezes s'était dit honoré de se retrouver à Brazzaville. « C'est

avec un grand honneur que j'ai présenté, aujourd'hui, les lettres par lesquelles le président du Brésil m'accrédite auprès de son excellence Monsieur le président de la République du Congo », avait-il écrit dans le livre d'or.

La République du Congo et la République Fédérative du Brésil entretiennent d'excellentes relations dans plusieurs domaines (scolaire, sport, agricole, militaire, culturel, formation, etc.)

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, par exemple, rappelons que cette année, trente-neuf jeunes étudiants congolais ont bénéficié, le 20 janvier dernier, de la bourse du Brésil, et vont poursuivre leurs études dans les universités de ce pays dans différentes filières (médecine, information, comptabilité...)

Yvette Reine Nzaba



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Gusso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



INFLATION

Hausse continue des prix des produits essentiels

L'indice national harmonisé des prix à la consommation a bondi à 1,5% depuis décembre 2021, poussant à une pression inflationniste de plus 2%. La flambée des prix touche principalement les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,2%), de même que les factures d'eau, d'électricité et du gaz (+1%).

L'enquête de l'Institut national de la statistique (INS) a pour base les données de décembre 2021. La hausse mensuelle du niveau des prix par rapport au mois précédent est due à l'augmentation des prix des aliments, logement, eau, électricité, gaz, transports... Dans l'ensemble, l'INS a noté une évolution « quasi stable » des prix à la consommation. L'indice national harmonisé des prix à la consommation est un indicateur synthétique qui permet de calculer le niveau de l'inflation au plan national, à partir de la variation moyenne des prix des biens et services constituant la dépense monétaire de consommation finale des ménages. À Brazzaville, les derniers chiffres de l'Indice des prix de décembre 2021 s'élèvent à 103,8 points. « Il s'est accru de 0,1% par rapport au mois précédent et de 0,6% en augmentation cumulée sur douze mois. La variation en moyenne sur douze mois exprimant le suivi mensuel du taux d'inflation annuel se situe à 1,6% », résume



Étalage des fruits et légumes/DR

le rapport de l'INS.

La flambée des prix observée dans la capitale, au cours de cette période sous revue, concerne les prix des aliments et boissons non alcoolisées, de loyer et courant (+0,4%). Les coûts des transports et de la communication ne devraient

pas s'améliorer, tandis que les prix de restaurants et hôtels enregistrent une nette baisse (-3%) par rapport à l'année précédente. Par exemple, les prix des produits congelés, du sucre, du pétrole lampant continueront de grimper, à en croire la même étude de l'INS.

La situation de la ville capitale est loin d'être unique, car l'Indice harmonisé des prix à la consommation de Pointe-Noire s'élève à 102,9 points, en hausse de 0,4%. La hausse du niveau des prix est entraînée par les coûts de « l'Enseignement » ayant enregistré une

hausse de 3,6%. Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées ont connu une augmentation accélérée des prix de 5,5%.

À Dolisie, département du Niari, l'Indice harmonisé des prix à la consommation est estimé à 107,0 points, en baisse de 0,5% par rapport à celui du mois de novembre 2021. Cependant, cet indice a augmenté de 4,7%. « La légère baisse du niveau des prix observée ce mois de décembre 2021, par rapport à celui de novembre 2021, trouve sa principale explication dans la baisse des prix « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (3,5%). Sur un an il a été majoré de 5,4% », précise le rapport.

Il faut noter que la flambée rapide des prix du ciment observée ces derniers temps dans les principales villes du pays risque d'entraîner des effets négatifs, notamment sur le secteur de bâtiments et travaux publics et l'ensemble des activités connexes.

Fiacre Kombo

ENERGIES RENOUVELABLES

Le Centre d'excellence d'Oyo tend vers son opérationnalisation

L'atelier de restitution des documents de l'opérationnalisation du Centre d'excellence d'Oyo, en matière des énergies renouvelables, se tient à Brazzaville dans le but de peaufiner le cadre organisationnel et fonctionnel de la structure avant le lancement de ses activités.

« Le Centre d'excellence d'Oyo, qui est tourné vers la recherche appliquée, nous est nécessaire pour le développement des énergies renouvelables afin de diversifier la production de l'énergie, en favoriser l'accès et une croissance économique soutenue », a déclaré le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Honoré Sayi, ouvrant les travaux de l'atelier de restitution des documents de l'opérationnalisation dudit centre, en présence notamment de la ministre en charge de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel, et celle de l'Économie, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Le financement, la construction, l'équipement du Centre d'excellence d'Oyo, dont les

travaux sont presque finis, sont assurés par la société pétrolière Eni-Congo. « Le but de ce projet est la mise en place des technologies innovantes devant soutenir la recherche pour le développement durable et l'approvisionnement en énergie à travers la recherche au Congo et en Afrique. La recherche se focalisera sur la transition de l'énergie traditionnelle à l'énergie renouvelable », a fait savoir Marcel Kombo-Kisi, représentant du directeur général de cette société.

L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) est un des partenaires impliqués dans ce projet. Elle est en mesure d'apporter l'appui technique nécessaire car le réseau mondial des centres d'énergies renouvelables géré par l'Onu-



Les parties prenantes à l'opérationnalisation du Centre d'excellence d'Oyo

di est un programme qui, depuis 2012, a permis de créer dans différentes régions du monde huit centres ayant la même vocation que celui d'Oyo. « La valeur ajoutée que l'Onudi peut apporter au Centre d'excellence d'Oyo est de donner une dimen-

sion internationale à ses activités ; encourager d'autres partenaires à se joindre à nous pour assurer la pérennité du centre », a indiqué le représentant de l'Onudi, le Dr Thomas Maketa Lutete. Le coordinateur des agences du système des Nations

unies au Congo, Cris Mburu, a abondé dans le même sens, soulignant que le Centre d'excellence d'Oyo, en énergies renouvelables, aura un rôle non négligeable à jouer dans un contexte où les bouleversements climatiques secouent la planète.

Rominique Makaya

RÉINSERTION SOCIALE DANS LE POOL

Le programme DDR sera effectif cette année

Le programme de Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des ex-combattants ninjas qui tardait depuis 2018 à être mis en œuvre faute de la quote part du gouvernement va connaître enfin un début d'exécution d'ici à la fin de l'année. Un collectif des conseillers du chef de l'Etat l'a annoncé, le 22 février à Brazzaville, à l'issue d'un échange avec le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba.

Le gouvernement et les Nations unies avaient signé, le 31 août 2018 à Brazzaville, soit un an après la signature de l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités entre les pouvoirs publics et la partie rebelle, un document-projet préparant le lancement d'un nouveau DDR dans le département du Pool. Le coût de l'opération est évalué à 8,3 milliards FCFA, et le gouvernement devrait apporter la somme de deux milliards FCFA.

Depuis lors, l'Etat étant en crise n'a pu trouver sa contribution. Pour débloquer la situation, le bureau de l'Assemblée nationale et le Haut-commissariat à la réinsertion des ex-combattants ont entrepris depuis un moment une série de consultations avec quelques responsables. D'abord avec les membres du gouvernement, des parlementaires, ensuite



avec les conseillers du chef de l'Etat, afin qu'une solution idoine soit trouvée.

« Ayant connu des difficultés financières, le gouvernement n'a pu réunir sa quote part pour rendre effectif le DDR dans le département du Pool. Dans la recherche des solu-

tions, le ministre Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants nous a saisis. C'est ainsi que j'ai initié des consultations avec différents responsables de manière à ce qu'une solution soit vite trouvée », a précisé Isidore Mvouba.

Isidore Mvouba échangeant avec les conseillers du chef de l'Etat/Adiac

Il ressort de ces rencontres que le principe est acquis car le gouvernement ne ménagera aucun effort pour trouver sa quote part de financement afin que le programme DDR, pour lequel des milliers d'ex-combattants ninjas attendent de pied ferme, connaisse un début d'exécution

d'ici à la fin de l'année.

« Le président de l'Assemblée nationale nous a invités pour réfléchir avec lui sur les possibilités de rendre opérationnel le DDR dès cette année. Au terme des échanges et au regard des assurances que nous avons reçues auprès des hautes autorités, nous sommes persuadés que des fonds seront débloqués à cette fin pour que ce programme soit effectif », a souligné Rodrigue Malanda-Samba, conseiller en paix et sécurité du chef de l'Etat.

S'exprimant à cet effet, le ministre Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolélas, a souligné que la mise en œuvre du programme DDR est une phase majeure pour consolider la paix dans le département du Pool, longtemps affecté par des conflits armés.

Firmin Oyé

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le Caria va lancer ses activités le 24 février

Installé dans l'enceinte de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso, à Kintélé, le Centre africain de recherche en intelligence artificielle (Caria) sera officiellement lancé, le 24 février, en présence des ministres africains en charge des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

Lieu de recherche sur l'intelligence artificielle (IA), le centre se concentrera sur une approche centrée sur l'homme afin de maximiser les avantages et de contrer les défis du développement ainsi que de l'utilisation de cette technologie pour le développement socio-économique du continent.

Dans sa mission, le Caria va entreprendre des recherches sur les implications juridiques, éthiques, économiques et sociétales des technologies d'IA, en vue d'améliorer le paysage actuel de la recherche sur l'IA au Congo et en Afrique de façon générale ; d'explorer le potentiel de l'IA et les impacts macroéconomiques, les effets transformateurs sur les sociétés et les économies, en particulier dans les secteurs des banques, de la santé, de l'agriculture, des transports, de l'environnement. Il s'agira d'orienter l'utilisation de l'IA pour pro-

mouvoir le développement économique et social du continent.

En effet, le Caria développe-

ra aussi des outils, produits et services ayant pour base l'intelligence artificielle afin d'aider les pays africains

dans leur ensemble à adopter la mise en œuvre de cette technologie émergente dans leurs efforts de répondre

aux aspirations de développement national, ainsi que dans l'atteinte des Objectifs du développement durable.

De même, ce centre permettra d'explorer le potentiel de l'intelligence artificielle et les impacts macroéconomiques, les effets transformateurs sur les sociétés et les économies ; de mettre en exergue de nouveaux domaines de recherche sur l'intelligence artificielle au service de l'homme ; de consolider la coopération internationale pour promouvoir un accès inclusif à l'intelligence artificielle et aux innovations numériques.

Mis en place grâce à la volonté de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, le Caria sera ainsi le point central des chercheurs africains en vue de mener et diffuser des travaux de recherche avancés en utilisant des technologies de pointe dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Gloria Imelda Lossele



SANTÉ PUBLIQUE

Des malformations traitées gratuitement au CHU

L'association « SOS sourire Congo », en partenariat avec le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville, organise du 21 au 26 février une campagne de chirurgie gratuite des malformations cranio-faciales comme le bec de lièvre.



Les opérations chirurgicales gratuites des malformations ont débuté au CHU

« Pour l'heure, quarante-deux personnes, venues de Dolisie dans le Niari, de Nkayi dans la Bouenza, de Ouesso dans la Sangha, de Gamboma dans les Plateaux sont sur la liste d'attente pour être opérées gratuitement », a indiqué le coordonnateur de l'association « SOS sourire Congo », le Dr Brel Mabika, lors du lancement officiel de la campagne d'opérations chirurgicales gratuites dénommée "Semaine ouverte contre la défiguration". La prise en charge gratuite va se poursuivre au-delà de la date fixée pour cette opération, a

signifié ce dernier. L'initiative vise à réparer les visages des défigurés : traumatisés, balafrés, cancéreux, malformés ; de renforcer le système hospitalo-universitaire et sanitaire en contribuant à l'enrichissement du rôle social du CHU de Brazzaville ; d'assurer la formation continue spécifique des professionnels de santé.

En rappel, une première édition intitulée "Une semaine pour corriger les déformations faciales et les cicatrices dysesthésique" avait été réalisée l'année dernière, inaugurant ainsi la matérialisation de la

vision d'une chaîne des campagnes de chirurgie gratuite. Cette deuxième édition poursuit la vision de « SOS sourire Congo ».

L'association « SOS Congo » œuvre dans le secteur humanitaire et socio-sanitaire. Elle est constituée des anciens étudiants de la Faculté des sciences de la santé. L'opération lancée vise également à renforcer le système hospitalo-universitaire et contribuer à l'enrichissement du rôle social du CHU de Brazzaville tout en assurant la formation continue spécifique des professionnels de santé.

Rominique Makaya

CONCERTATION D'OWANDO

Le PCT invite le gouvernement à poursuivre les consultations politiques

Réuni le 22 février à Brazzaville, le secrétariat permanent du bureau politique du Comité central du Parti congolais du travail (PCT) a encouragé le gouvernement à poursuivre les consultations politiques avec les différents acteurs.

La réunion présidée par le secrétaire permanent, chargé de l'organisation du PCT, Gabriel Ondongo, avait pour objectif l'analyse de l'actualité politique en ce début d'année, dominée par la convocation de la concertation politique en vue des élections législatives et locales de juillet prochain. En effet, le secrétariat permanent du PCT s'est félicité de cette démarche qui épouse, selon lui, la constance qu'incarne le chef de l'Etat qui a fait de la concertation politique un « outil essentiel d'apaisement » à l'approche des échéances électorales.

« La concertation politique d'Owando 2022 est une opportunité supplémentaire qui s'offre au gouvernement, à la classe politique et à la société civile, d'échanger sur la gouvernance électorale. Le secrétariat permanent du PCT se saisit de l'occasion pour féliciter le président de la République, pour la cristallisation du dialogue comme mode de gouvernance et ferment principal de la démocratie participative », a souligné le secrétariat permanent du PCT dans une déclaration rendue publique à l'issue de la réunion.

Encourageant la poursuite des consultations politiques, il a exhorté le gouvernement à tout mettre en œuvre pour la réussite de la concertation politique, prévue du 3 au 6 mars à Owando, chef-lieu du département de la Cuvette. « Le secrétariat permanent rassure les pouvoirs publics de l'entière disponibilité du PCT à les accompagner, en vue de la réussite de cette rencontre. Il invite l'ensemble de la classe politique et la société civile à privilégier l'intérêt national, dans le respect des différences », a conclu le porte-parole du PCT, Parfait Romuald Iloki, à qui revenait la charge de lire la déclaration.

Parfait Wilfried Douniama



AVIS DE RECRUTEMENT NO. 22_RFGS_173463



Objet:
RECRUTEMENT DU PERSONNEL DU SECRETARIAT PERMANENT DE LA PLATEFORME DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE INTERVENANT DANS LA SANTÉ AU CONGO (POSCO)

Date de l'appel d'offres : 23 février 2022
Date de clôture 09 mars : 2022 à 12 heures

1.Introduction
Catholic Relief Services (CRS) est une organisation à but non lucratif, constituée en vertu des lois du District de Columbia, États-Unis, ayant son principal siège au 228 W. Lexington Street, Baltimore, Maryland 21201, États-Unis, opérant en République du Congo avec un protocole d'accord signé en Octobre 2018 avec le Gouvernement de la République du Congo. Dans le cadre de la mise en œuvre du volet renforcement du système communautaire de la subvention actuelle NMF3, il a été mis en place une Plateforme des organisations de la société civile intervenant dans la santé au Congo (POSCO) qui dispose entre autres d'un Secrétariat Permanent.

De ce fait, la POSCO cherche à recruter le personnel de son Secrétariat permanent afin de rendre celui-ci opérationnel.

2.Informations sur les postes à pourvoir
Lieu d'affectation : Brazzaville
Type de contrat : Contrat à durée déterminée
Durée : Un an renouvelable et sera assortie de 03 mois d'essai sur la base des résultats.

3.Qualifications requises
Poste n°1 : Coordonnateur :
-Diplôme supérieur (BAC+3) dans le domaine des sciences sociales ou un autre domaine connexe ;
-Minimum de 5 ans d'expérience professionnelle pertinente avec de plus en plus de responsabilités, dans la gestion des projets de santé communautaire ou de développement ;
-Avoir une bonne connaissance en santé communautaire ;
-Expérience dans la conception de projets et l'éla-

boration de documents de projet. Expérience en rédaction de contenu pour les documents de projet,....

Poste n°2 : Analyste des données :
-Diplôme universitaire (Bac + 3), de préférence en suivi-évaluation ou un autre domaine connexe ;
-Connaissance approfondie des principes et des approches de suivi, évaluation, conduite des enquêtes, redevabilité envers les bénéficiaires tels que les bailleurs, documentation des leçons apprises et promotion de l'apprentissage dans des programmes humanitaires et de développement ;
-Expérience d'analyse des données solides, y compris l'expérience avec les méthodes qualitatives et quantitatives, la conception de bases de données et l'utilisation d'un ou des logiciels appropriés ;
-Minimum de trois à quatre ans de responsabilité progressive dans le Suivi-Evaluation, de préférence pour les programmes humanitaires ou de développement,...

Poste n°3 : Secrétaire Comptable :
-Diplôme universitaire, au moins un BAC+2 en Finance et Comptabilité ou diplôme équivalent ;
-Au moins 3 ans de pratique comptable et de gestion de trésorerie ;
-Bonnes connaissances en informatique et système d'information de gestion des organisations ;
-Expérience souhaitée en cabinet d'expertise comptable ou d'audit ou dans un projet ou programme de santé communautaire,...

Pour plus de détails concernant les qualifications requises et autres informations, les candidats intéressés à cet avis de recrutement peuvent retirer les termes de référence au bureau de CRS sis Près de l'école Rémo sur l'Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique, Centre-ville, Brazzaville, République du Congo ou en faire la demande par email à l'adresse électronique CG_HR@crs.org



AVIS DE RECRUTEMENT NO. 22_RFGS_174410



Objet
RECRUTEMENT DE 12 SUPERVISEURS DEPARTEMENTAUX DU SECRETARIAT PERMANENT DE LA PLATEFORME DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE INTERVENANT DANS LA SANTÉ AU CONGO (POSCO)

Date de l'appel d'offres : 23 février 2022
Date de clôture : 09 mars 2022

1.Introduction
Catholic Relief Services (CRS) est une organisation à but non lucratif, constituée en vertu des lois du District de Columbia, États-Unis, ayant son principal siège au 228 W. Lexington Street, Baltimore, Maryland 21201, États-Unis, opérant en République du Congo avec un protocole d'accord signé en Octobre 2018 avec le Gouvernement de la République du Congo. Dans le cadre de la mise en œuvre du volet renforcement du système communautaire de la subvention actuelle NMF3, il a été mis en place une Plateforme des organisations de la société civile intervenant dans la santé au Congo (POSCO) qui dispose entre autres d'un Secrétariat Permanent.

De ce fait, la POSCO cherche à recruter 12 Superviseurs départementaux afin de rendre ce Secrétariat permanent opérationnel.

2.Informations sur les postes à pourvoir
Lieu d'affectation : Chefs-lieux des 12 départements du Congo (01 par département)
Type de contrat : Contrat à durée déterminée
Durée : Un an renouvelable et sera assortie de 03 mois d'essai sur la base des résultats.

3.Processus de soumission
a) Pour les candidats de Brazzaville :
Secrétariat de CRS, sis près de l'école Remo, Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique ou par mail à l'adresse CG_HR@crs.org avec le titre du poste comme objet du message "Recrutement au poste de ... (titre du poste et département concernés)".

b) Pour les candidats des autres départements:
Sièges de chaque antenne départementale des Sous-récepteurs (SR) de CRS des 11 autres départe-

ments y compris Pointe-Noire. Les numéros de téléphones des chefs d'antennes des SR de CRS sont dans les TDR à retirer au bureau de CRS sis Près de l'école Rémo sur l'Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique, Centre-ville, Brazzaville, République du Congo ou en faire la demande par email à l'adresse électronique CG_HR@crs.org :

4. Qualification requise
-Avoir un diplôme supérieur (à partir du BAC) ou un certificat en gestion des projets avec au moins 3 ans d'expérience ou être titulaire du BEPC et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans dans le domaine de l'animation et supervision en santé communautaire ;
-Avoir une expérience pratique dans l'appui technique ou dans la collaboration avec des acteurs de la santé et des acteurs communautaires dans le domaine de la santé ;
-Avoir une expérience et/ou des aptitudes dans le transfert de compétences aux acteurs des organisations à base communautaire (OBC) dans le cadre de la lutte contre le Sida, la Tuberculose et le paludisme ;...

NB : Seuls les agents associatifs œuvrant dans les associations membres de la Plateforme des organisations de la société civile intervenant dans la santé au Congo (POSCO) sont autorisés à postuler ou éligibles aux postes de superviseurs départementaux. Les candidatures des personnes non-membres des associations de la POSCO seront systématiquement rejetées. Les candidatures féminines et celles de personnes vivant avec le VIH ou émanant de populations clés/vulnérables sont fortement encouragées.

Pour plus de détails concernant les qualifications requises et autres informations, les candidats intéressés à cet avis de recrutement peuvent retirer les termes de référence au bureau de CRS sis Près de l'école Rémo sur l'Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique, Centre-ville, Brazzaville, République du Congo ou en faire la demande par email à l'adresse électronique CG_HR@crs.org.

MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

DIRECTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS
FINANCIÈRES NATIONALES

DIRECTION DES ASSURANCES

COMMUNIQUE DE PRESSE

Contrôle des assurances dans les entreprises du secteur privé et du public Par la Direction des Assurances

La Direction des Assurances près la Direction Générale des Institutions Financières Nationales (DGIFN) au sein du Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public, informe le grand public du lancement à compter du 02 mai 2022, d'une série des contrôles orientées vers les entreprises du secteur privé et public.

Cette campagne de contrôle des assurances souscrites par les entreprises, s'inscrit dans le cadre de la promotion du secteur des assurances et la protection du grand public, des assurés, souscripteurs et bénéficiaires des contrats d'assurances.

La Direction des Assurances portera une attention particulière sur le respect d'une part, des assurances obligatoires dans le domaine de la construction et du BTP en lien direct avec l'obligation d'assurance Tous Risques Chantier (TRC) et Responsabilité Civile décennale en vigueur depuis le décret n° 85/755 du 01/06/1985 portant application de la loi n° 44/85 du 26 mars 1983, instituant une obliga-

tion d'assurance Tous risques chantiers et responsabilité civile décennale en République du Congo.

Il sera de l'autre contrôler, que les entreprises recevant du public ou opérant dans les secteurs sensibles de l'économie comme les mines, le pétrole, le transport routier, l'hôtellerie et l'aviation, bénéficient tous des couvertures d'assurance, susceptibles de couvrir leur responsabilité civile, l'intégrité des personnes et des investissements réalisés dans le pays.

La Direction des assurances invite toutes les entités visées par ces contrôles de bien vouloir collaborer dans la sérénité et le professionnalisme.

Fait à Brazzaville, le

Le Directeur des Assurances

Elvis Camille de Monique NZEINGUED

COMMUNIQUE

Dans le but de publier la liste des intermédiaires du marché congolais des assurances, exercice 2022 ;

Le Directeur des Assurances, près la Direction Générale des Institutions Financières Nationales (DGIFN), demande à ces derniers de se conformer, au plus tard le 31 mars 2022, aux prescriptions suivantes :

-Article 524 du code des assurances en ce qui concerne la garantie financière ;

-Article 537 du code des assurances, relative à la souscription de l'assurance responsabilité civile professionnelle ;

-L'arrêté n° 11783/MFBPP/CAB du 15 novembre 2016, portant sur le capital social minimum requis de F CFA 15 000 000.

Tout intermédiaire qui ne remplira pas ces conditions ne sera pas éligible sur cette liste.

Fait à Brazzaville, le

Le Directeur des Assurances

Elvis Camille de Monique NZEINGUED

**VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO**

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections
SCULPTURES **PEINTURES**
CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS
de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO

MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risque
chantier



Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



SAISON SPORTIVE 2021-2022

La ligue de kenpo du Kouilou lance ses activités

La Ligue départementale de Kenpo du Kouilou a ouvert officiellement, le 20 février à Pointe-Noire, sa saison sportive 2021-2022 au cours d'une cérémonie patronnée par le directeur départemental des Sports et de l'Éducation physique dudit département, Sixte Landry Ikiandé.

Mise en place en février 2021, la Ligue départementale de kenpo (un art martial d'origine chinoise) compte actuellement vingt-quatre clubs composés des athlètes de Pointe-Noire et du Kouilou.

Plus de trente athlètes ont pris part à la cérémonie de lancement officiel de la saison sportive 2021-2022 qui a été marquée par la démonstration des différents styles de kenpo.

Il s'agit d'un semi kenpo, un style karaté ; le ful-kenpo qui est un combat pied-poing avec finition au sol ; le kenpo soumission, un style de judo ; le kenpo-nknow-down, un combat pied, poing, tête, genoux ; le kenpo self-défense, tout ce qui a trait aux armes blanches et le kata-kenpo qui est un mouvement de défense à seul. Très satisfait après l'exhibition de ces styles par les athlètes, le directeur départemental



des Sports a félicité le président de la Ligue de kenpo du Kouilou, Vikos Julio-Stéphano Nzombré, pour le travail abattu, notamment la création des clubs au Bas-Kouilou, Loango

et Madingo Kayes dans le département du Kouilou. Aux responsables des clubs, il leur a demandé d'être des modèles pour leurs athlètes. Cependant, il a invité les athlètes

ixte Landry Ikiandé posant avec les athlètes/DR

à faire recours au fair-play comme une arme de combat lors des compétitions interclubs, communales et nationales.

Prenant la parole, le président

de la Ligue a présenté le programme de la saison. En effet, la Ligue organise sous-peu un tournoi interclubs et le stage technique d'arbitrage avant l'organisation du championnat départemental en avril.

Vikos Julio-Stéphano Nzombré a invité les athlètes à la discipline pour un meilleur lendemain de leur sport. « Pour l'avenir de notre style, le "Kenpo", nous devons être des modèles de discipline sur les rings et dans notre entourage, si non c'est l'effectif des bébés noirs que nous allons augmenter », a-t-il indiqué.

Soulignons que la Fédération congolaise de kenpo a été mise en place en 2020. Elle compte six ligues, notamment celle de Brazzaville, de la Bouenza, de la Cuvette, du Kouilou, du Niari, de Pointe-Noire et du Pool.

Charlem Léa Itoua

TROPHÉES DES MÉDIAS AFRICAINS

La remise des prix prévue le 25 février

Organisée par le Réseau panafricain des journalistes (RPJ), la première édition des Trophées des médias africains accueillera près d'une dizaine de pays à Brazzaville pour des moments d'échange et de partage qui se clôtureront par la remise de prix, le 25 février, aux meilleurs chevaliers du micro du continent.

Le Congo, pays hôte, la République démocratique du Congo, le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Rwanda, le Burundi, le Bénin, la Guinée-Conakry, le Sénégal et le Mali sont les différents Etats africains concernés par l'événement. Au total, près d'une quarantaine de journalistes répondront présents à la première édition des Trophées des médias africains, placée sous le très haut patronage du président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

L'événement vise à célébrer et récompenser le mérite des brillants présentateurs de journaux parlés et télévisés des pays francophones du continent. Selon Adrien Wayi Lewy, président du comité d'organisation de cet événement et aussi président du RPJ, il s'agira de primer deux meilleurs journalistes de chaque pays participant, l'un en radio et l'autre en télévision, pour leur travail abattu en 2021. « Nous avons, au niveau du bureau continental, élaboré un certain nombre de critères qui ont été distribués à tous les représentants des pays en vue de choisir les meilleurs d'entre eux. Au Congo-Brazzaville, c'était la même chose », a-t-il détaillé.

La sélection aux trophées des médias africains se fonde sur plusieurs critères, à savoir la voix radiophonique ; la bonne diction ; l'aptitude à l'improvisation ; la maîtrise de la langue d'expression ; le bon niveau de culture générale ; la gaieté ; le look télévisuel : l'économie de contact avec la caméra, qui consiste à plus regarder le public et à moins lire le support papier sur le plateau. Prélude à la cérémonie de remise des trophées des médias africains, il se tiendra deux journées scientifiques au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, sur le thème « La presse à l'ère de l'internet et des réseaux sociaux ».

Notons qu'après Brazzaville, qui abrite la toute première édition de la cérémonie de remise des trophées des médias africains, les organisateurs envisagent que l'événement ait lieu de façon tournante dans d'autres villes africaines, disposées à l'accueillir.

Merveille Atipo

JUDO

Le Congo participe au séminaire international sur la méthodologie de l'entraînement

Comme plusieurs pays venus des quatre coins du monde, le Congo est dignement représenté et participe, depuis le 21 février, à un séminaire de haut niveau sur la méthodologie de l'entraînement de judo et disciplines associées.



Les représentants congolais au stage/DR

Au nom du Congo, notamment de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécoju-Da), le directeur technique national, Me André Christophe Wogo et le président des judokas de la diaspora, Me Franck Patou Ngayila, participent efficacement au séminaire sur la méthodologie de l'entraînement, à Paris, en France. Ce moment d'échange

permettra aux participants de mettre à jour leurs connaissances et contribuer au développement du judo dans leurs pays respectifs.

Organisé par la Fédération française de judo, ce séminaire réunit plus de sept cents pratiquants des arts martiaux. Il se déroule du 21 au 24 février et est animé par des férus du judo mondial dont le sensei Frédéric

ric Feuillet, ceinture noire 6° dan.

Il sied de signifier que la participation du Congo à ce séminaire prouve à suffisance que la Fécoju-Da est en train non seulement de renouer avec la scène internationale mais aussi d'exécuter le projet sportif de son bureau exécutif, dirigé par Me Francis Ata.

Rude Ngoma



OUVERTURE DES LIGNES

ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!

après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
la relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo



Brazzaville

ETOUMBI - KELLE

tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville

ETOUMBI - MBOMO

tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33 / 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsimé Mikalou.

NÉCROLOGIE

MM. Kouenzé Edouard, Yombi, Ongagna, Okemba Henry et les enfants Ongagna ont la profonde douleur d'informer Djeif Ayessa Ndinga à Pointe-Noire, Alphonse Aya, Bernard Tséke-Tséke, Mme Atsono Agnès, Mboulé Elemba tous à Makoua, Henriette Osson dans la Sangha et Casimir Itoua (Okougou Niama) au village Issabi sur l'axe Owando-Makoua, les amis et connaissances du décès de leur frère, oncle, père Jean Rigobert Ongagna, alias vieux Rigo, Koubou-Koubou (le couteau) ancien chef de service section Bâtiment au CFCO de Brazzaville, admis à la retraite, survenu le 15 février 2022 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°201 de la rue Moukoulou à Talangai. (Rfce : arrêt boulangerie vers l'école 18 mars, quartier petit chose). La date et le programme de l'inhumation seront communiqués ultérieurement.



La famille Tsiememissou et Stanislas Okassou ont l'immense tristesse d'annoncer aux parents, amis et connaissances de Makoua, Brazzaville et Pointe-Noire, le décès de leur fille, sœur, nièce, cousine et mère Natacha Tsiememissou, survenu le 20 février 2022, à Brazzaville. Le deuil se tient au n°308 de la rue Loudima, non loin de l'avenue Mgr Benoit Gatsongo, ex-avenue des Chars, à Ouenzé. La date et le programme des obsèques seront communiqués ultérieurement. La famille



M. Malonga Philibert, deuxième adjoint au maire de la ville de Brazzaville, informe les membres des familles Mvimba et Mpanzou, les amis et connaissances du décès de son épouse, Mme Berthe Malonga, survenu le vendredi 18 février 2022 à Brazzaville. La veillée se tient sur l'avenue Gaston Mpouilou (à 100 m de l'arrêt de bus marché Djiri pont). Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

CINÉMA

Le film « In extremis » de Malolo Matouala bat tous les records

Depuis sa sortie officielle le 7 mars 2020, le film « In extremis » de Malolo Matouala, réalisé par Michael Gandoh, est sans conteste le plus primé dans l'histoire du cinéma congolais tant par la multiplicité des lauriers que par les nombreuses sollicitations et présentations à l'étranger.

Actuellement basé en Côte d'Ivoire pour donner une nouvelle dimension à sa carrière, Malolo Matouala, l'auteur, scénariste et producteur du film « In extremis » peut être fier de son travail. Pour un coup d'essai, cela a été un coup de maître.

En deux ans, « In extremis » a été sélectionné officiellement à quarante-quatre reprises dans différents festivals ou rencontres cinématographiques organisés de par le monde. Il a remporté dix trophées (deux au Cameroun lors du Festival international de cinéma de Bafoussam, deux au Togo au festival de films Grand public, deux au Congo et quatre en Inde). Sur les dix trophées glanés, Harvin Isma a gagné trois trophées de meilleur acteur et la comédienne Réelle Nuptia a reçu le trophée de meilleure actrice.

« In extremis » a représenté le Congo dans dix-sept pays et territoires différents, à savoir l'Angleterre, l'Argentine, le Bénin, le Brésil, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Canada, le Chili, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, la Guadeloupe, l'Inde, le Niger, le Nigeria, la République dominicaine, le Togo.

En dépit du franc succès obtenu

par le film à l'étranger et de l'auréole qui ne se dément pas, Malolo Matouala ne cache pas sa déception pour le désintéret de tous face à cette œuvre cinématographique pourtant couronnée de lauriers. Ni les pouvoirs publics, ni les sociétés ou structures privées et encore moins les ONG ou associations ne l'appuient en dépit du courrier symbolique reçu de la Primature il y a quelque temps.

« Je n'ai reçu aucun appui ni soutien financier de quelque responsable ou autorité que ce soit. Tous les courriers adressés sont restés lettres mortes. Malgré tout, je continuerai à porter haut l'étendard du pays à l'étranger; par devoir patriotique comme c'est le cas actuellement à Abidjan où je suis désormais basé », a fait savoir Malolo Matouala.

« Aujourd'hui, j'ai choisi l'Afrique de l'ouest pour donner une autre impulsion à ma carrière, à vivre ma passion pour l'écriture et la création d'autres histoires et scénarii pouvant meubler mes prochaines productions puisque de nombreux projets sont en préparation comme le tournage de mon long métrage



Malolo Matouala et ses trophées / DR

ou de ma série télévisée. Les contacts sont très avancés avec mes partenaires qui sont ici en Afrique de l'ouest », a-t-il ajouté.

« In Extremis » est un courts métrage de 23 mn qui bénéficie de la co-production de SVM avec au casting Harvin Isma, Réelle Nuptia, Andrane Mbémba, Serge Ngami, Hurdy Nkounkou et Sabrina Angy. C'est l'histoire du jeune Sam qui veut se suicider pour abrégé ses souffrances après avoir surpris son chef Roger et sa fiancée Denise en flagrant délit d'adultère dans son lit conjugal. Le film tourné dans la ville océane présente, dès son entame, l'acteur principal en pleurs, prêt à se suicider avec une arme pointée sur sa tempe. Un drame évité de justesse grâce à un appel venu de nulle part qui a bouleversé son projet suicidaire. Cette conversation l'a amené à échanger avec Hope, la fiancée de son chef, qui pense se plaindre auprès de son amant pour l'impardonnable acte qu'il venait de poser avec la fiancée de son employé. Un coup de fil au terme duquel Sam finit par comprendre que se donner la mort pour avoir été cocufié dans sa propre maison était une décision lâche et irrationnelle, mais que la meilleure option pour lui est de se relever, d'oublier ce projet macabre et de refaire sa vie.

Hervé Brice Mampouya

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

National 2, 19^e journée

Groupe A

Sans Christopher Ibayi, suspendu après expulsion en Coupe de France, Versailles partage les points avec Chartres (1-1) mais conserve la tête du championnat.

Daniel Moutala est resté sur le banc lors de la défaite de Blois chez la réserve de Caen (2-3).

Sans Hugo Konongo, mais avec Fulgenciy Kimbembé titulaire, Saint-Pryvé-Saint-Hilaire bat la réserve de Lorient (1-0).

Thomas Oualembo, transfuge du mois de janvier, est entré à la 59^e mn lors de la défaite de Poissy à Saint-Malo (2-0).

Jonathan Nsondé n'était pas dans le groupe lors du succès de Vannes à Rouen (2-0).

Groupe B

Pas de vainqueur entre Beauvais et la réserve d'Auxerre (0-0). Cédric Odzoumo a été remplacé à la 84^e mn.

L'Entente-Sannois-Saint-Gatien remporte sa troisième victoire de la saison, face à la réserve de Lens, sous les yeux de Wil-Césair Matimbou

Groupe D

Davel Mayela réduit le score sur penalty à la 45^e mn: insuffisant pour Béziers, défait à Mont-de-Marsan (1-2). Le 6^e but du Toulousain cette saison.

Chamalières bat Colomiers (2-0). Trey Vimalin était remplaçant, alors que Christopher Bit-samou a été remplacé à la 81^e mn. Chez les Columérins, Keziah Ambongo a été remplacé à la pause, tandis qu'Isaak Tchimbakala est resté sur le banc.

Yannis M'Bemba était titulaire lors de la victoire de la réserve de Nantes sur le terrain de son homologue de Montpellier (2-0).

Bergerac est tenu en échec à domicile par Andrézieux (0-0). Kévin Mingoua était titulaire en défense centrale.

Trélassac fait match nul au Puy (1-1). Juvrel Loumingou était titulaire, tandis qu'Exaucé Ngasaki est resté sur le banc.

Bourges est tenu en échec par Yzeure (1-1). Dorian Samba, titulaire, a été remplacé à la 68^e mn.

Camille Delourme

CÉLÉBRATION

Mongo-Mpoukou fête ses dix ans d'existence

Pour célébrer la première décennie de leur arrondissement, les autorités de Mongo-Mpoukou ont récemment organisé une journée scientifique au profit de la population.

Le cinquième arrondissement de Pointe-Noire vient de souffler sur ses dix bougies. A cette occasion et uniquement pour cet anniversaire, un programme spécial a été mis en place. Le point d'orgue des festivités a été l'organisation d'une journée scientifique. Tenue sous l'impulsion d'Appolinaire Molebé, administrateur-maire dudit arrondissement, cette activité a permis aux agents municipaux d'être éduqués non seulement sur les procédures de l'acte de l'état reconstitué, notamment les naissances, les mariages et les décès, mais également sur les droits de la veuve et de l'orphelin après le décès des parents. Pour marquer le coup comme il se devait, les thèmes ont été dévelop-

pés par deux experts en la matière, à savoir Arnaud Christ Dominique Dinghat, procureur de la République près le tribunal d'instances de Tié-Tié, et Kaddy Okandze Loembe, juge au tribunal administratif.

Pendant toute une journée, l'événement a rythmé la vie de cet arrondissement, créé par la loi du 17 mai 2011. Une occasion également pour la population de revivre l'histoire de cet arrondissement et de mieux connaître son territoire.

Un nouvel arrondissement Dans les années 2000, une ambitieuse politique de création de nouveaux arrondissements émerge dans le pays, notamment pour désengorger les grandes agglomérations. Parmi ces arrondissements

nés de ce projet, celui de Mongo-Mpoukou.

Aujourd'hui, cet arrondissement assure le relais de l'action gouvernementale dans la ville de Pointe-Noire en tant que subdivision. Il a l'obligation de remplir un minimum de conditions administratives, économiques et d'équipements socioculturels.

Depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, Mongo-Mpoukou a connu deux administrateurs-maires, Zéphirin Nguié qui l'a dirigé pendant huit ans et l'actuel maire, Appolinaire Molebe, en poste depuis le 1^{er} août 2020. Notons que ce cinquième arrondissement a été créé par la loi n°15-2001 du 17 mai 2011. Il s'étend sur 48 483 km², soit 4 843,3ha.

Hugues Prosper Mabonzo

BOXE

Aimé Patrick Lissassi confirmé président de la ligue de Brazzaville

Le nouveau président a promis de travailler dans le but de poursuivre les efforts engagés en faveur du développement de la discipline et de son accélération dans le processus de professionnalisation.

« Pour ce nouveau mandat, nous mettrons tout en œuvre pour l'aborder dans de meilleures conditions... Notre volonté est de proposer un mandat de qualité et de partager avec vous la passion pour la boxe », a déclaré Aimé Patrick Lissassi au terme de son élection, le 21 février au gymnase Henri-Elendé.

Les boxeurs ont, en effet, fait le choix de la continuité car le nouveau président connaît parfaitement la maison. L'ex-premier vice-président assurait déjà l'intérim de la présidence, après l'élévation de son prédécesseur, Elias Mfoudi, au poste de deuxième vice-président de la Fédération congolaise de boxe (Fécoboxe). Désormais confirmé à ce poste, il a eu une pensée pour celui qu'il qualifie de précurseur et développeur de la discipline en faisant le choix de la continuité.

« Je suis heureux de continuer le travail accompli par mon prédécesseur et ami, actuel deuxième vice-président de la Fécoboxe, Elias Galmich Mfoudi. Il est le précurseur et le développeur de notre discipline. Il faut rester sur cette lancée. Mon objectif sera d'être à la hauteur de vos espérances, en continuant ce que

mon prédécesseur a engagé et peut-être des nouvelles animations verront le jour; sous l'impulsion de mon nouveau bureau », a-t-il souligné.

C'est dans la discipline et la rigueur qu'il entend écrire les plus belles pages de la boxe brazzavilloise. Son premier défi consiste à revoir le fonctionnement de tous les clubs en procédant par leurs assemblées générales. Il s'est engagé à mettre un accent particulier sur la formation des cadres et dirigeants sportifs, des officiels et encadreurs techniques. « Sans encadrement professionnel, il sera difficile d'avoir des sportifs performants », a-t-il précisé.

Toujours dans la recherche de la performance, il entend multiplier les compétitions, notamment les coupes départementales et la coupe de Brazzaville, dans le but de permettre aux boxeurs de la ville capitale de livrer les prestations de qualité, lors des championnats nationaux.

Il sera aidé dans l'exercice de ses fonctions par Charles Ngoma Mayinga, qui assume les fonctions de premier vice-président. Stell Clarvy Gabiot est le secrétaire général. Mamie Ombélé occupe le poste de trésorière gé-



Le nouveau bureau et les officiels/Adiac

nérale. Lutera Oko, Roch Kitoko et Michelle Alda Mbelé sont les membres du commissariat aux comptes. La Fécoboxe entend jouer sa partition pour accompagner la ligue des Brazzaville à atteindre ses objectifs. « La Fécoboxe est engagée dans une dynamique de redynamisation

de toutes ses structures. Ce qui sous-entend que l'inertie n'est plus au rendez-vous. Je convie les dirigeants nouvellement élus à prendre la mesure de cet élan pour s'harmoniser avec les visées de la fédération. Il faut se fixer des buts avant de les atteindre. La fédération vous doit un ac-

compagnement conséquent et renouvelé. La fédération compte sur vous pour rehausser notre noble art, en faisant pratiquer la boxe pour le soin des corps, pour le mental et pour avoir les champions », a précisé Gaétan Nkodia, le président de la Fécoboxe.

James Golden Eloué

MUSIQUE

Table ronde sur la rumba congolaise au 8^e Festival international de films

Le Festival international de films sur la musique (FAME) s'est tenu à la Gaîté Lyrique de Paris du 16 au 20 février. Pour la célébration de la rumba congolaise après son accession au patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco, pas moins de trois films en compétition, une table ronde, «des DJ sets» et de nombreuses personnes ont été invitées à ce festival.

À l'heure où le documentaire musical connaît un engouement sans précédent, FAME s'affirme toujours davantage comme le rendez-vous incontournable du genre. Pour sa huitième édition, les projections d'une vingtaine de films sur la musique ont fait la part belle aux figures singulières, aux odyssees électroniques, aux cultures souterraines ou extra-occidentales.

Parmi cette vingtaine de films projetés à la Gaîté Lyrique, quatre racontent des aventures musicales congolaises, qui sont autant de portraits de Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC), à travers différentes époques.

En parallèle, une table ronde intitulée « Quand la rumba congolaise fait vibrer le cinéma » s'est proposée de faire dialoguer différents regards sur la rumba congolaise, cette musique issue des circulations entre Cuba, le Congo et les États-Unis, et qui continue à se réinventer et à circuler aujourd'hui sur le continent africain, en France, en Belgique et ailleurs.

En décembre 2021, l'Unesco inscrivait la rumba congolaise sur la « Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité ». Une reconnaissance exceptionnelle pour ce genre musical né sur les rives du fleuve Congo (Kinshasa

en RDC et Brazzaville au Congo) qui fut la bande originale de l'indépendance, et plus généralement cet art de vivre qui berce l'Afrique et ses indépendances depuis la moitié du XX^e siècle.

Le cinéma documentaire et les arts visuels accompagnent cette culture qui ne cesse de se renouveler en fonction des époques et des contextes. Cette édition 2022 de FAME a participé à la fête, avec pas moins de deux films en prise directe avec les représentants les plus vifs de la rumba : Bakolo Music International et Brigade Sabarti (Rumba Rules), et un documentaire retraçant l'histoire de la rumba, The Rumba Kings.

De ce fait, sous la modération d'Anna Cuomo, anthropologue (CNRS, UMR Passages-Institut ARI Bayonne), le public a pu assister aux diverses interventions de Florent de la Tullaye, réalisateur (Benda Bilili !, Sitos, Kinshasa sur le quivive) ; Alan Brain, réalisateur de The Rumba Kings ; Sammy Baloji, co-réalisateur de The Rumba Rules ; Zack Massiala Thiam, rédacteur en chef et directeur artistique de Kema Prod, rédacteur en chef et assistant réalisateur du film Noir et Blanc «Je suis Koffi» et Henri Ossébi, ambassadeur du Congo auprès de l'Unesco. La table ronde s'est terminée par la prestation du «DJ set Secousse».

Marie Alfred Ngoma

2^e ÉDITION DU FESTIVAL DOL' EN SCÈNE

Les auteurs de théâtre se donnent rendez-vous

Le festival Dol' en scène est un rendez-vous culturel réunissant des artistes comédiens, metteurs en scène, auteurs et techniciens du Congo et ceux d'ailleurs. Un appel à candidatures destiné aux auteurs de théâtre est lancé par l'Espace Tiné jusqu'au 31 mars prochain.

La deuxième édition du festival Dol' en scène se tiendra du 18 au 24 juin, à Dolisie, dans le département du Niari. Le festival prévoit plusieurs activités, notamment le théâtre, les spectacles de conte, la musique et les lectures de textes contemporains. Au programme figurent aussi des ateliers en direction du jeune public, des rencontres sur divers projets, la collaboration créative et le passage de témoins. L'atelier d'écriture sera animé par Gaël Octavia, autrice Martiniquaise.

Pour postuler, les candidat(e)s doivent être auteurs ou autrices de théâtre, fournir une lettre de motivation et une brève bio. Le dossier doit être transmis au plus tard le 31 mars à l'adresse suivante : espacetedol@gmail.com

Le festival Dol' en scène (la biennale des petites formes théâtrales) a lieu toutes les années paires. Il est dirigé par l'artiste comédien Abdon Fortuné Koumba, alias Kaf. Cette année, le festival a pour thème « Femmes et scène ». Ce rendez-vous montre au public de Dolisie ce qui se fait ailleurs en théâtre afin de susciter des vocations. C'est depuis 2015 que les jeunes se forment au théâtre, aux contes, à la marionnette, à la scénographie, à la régie lumière. Ce sera la fête tous les soirs, le public se réunira pendant sept jours pour passer des moments de gaieté.

Rosalie Bindika

VIENT DE PARAÎTRE

«Traité des constitutions et institutions politiques Tome 1» de Wilfrid Mbilampindo

En raison « des origines à la Ve République », le cadre juridique vient de s'enrichir d'un nouvel ouvrage à la compréhension des constitutions et institutions politiques et publiques du Congo-Brazzaville

Paru le 1^{er} février dernier et préfacé par le maître de conférences Patrice Ndiaye, l'ouvrage est une approche à la fois analytique, critique et herméneutique des constitutions et institutions du Congo. À la lecture de ce premier tome, Wilfrid Mbilampindo situe l'étude de son essai à partir de la période précoloniale, coloniale, puis à celles qui se poursuivent depuis l'accession du Congo à la souverai-

neté internationale jusqu'à l'adoption de la constitution du 25 octobre 2015.

L'auteur en déduit : « Quelle que soit la posture adoptée, les questions de fond demeurent le respect des normes et la manière dont les institutions sont - ou devraient être - gérées au mieux des intérêts de la collectivité et de l'épanouissement des citoyens. En somme, l'excellence dans la gouvernance ».

Wilfrid Mbilampindo, docteur en droit public de la faculté de Montpellier, est avocat au barreau de la même ville. Il est également ancien membre du Conseil de l'ordre, chargé d'enseignements.

M.A.N.